

Le travail au noir est une réalité dans l'Horeca : «Il y a plein de gens qui sont vraiment au bout du bout et ils se tournent alors vers des solutions qui ne sont évidemment pas légales»

SudInfo – Sabrina Berhin – le 16 mars 2024

La fermeture du restaurant montois lo Roberto pour travail au noir a suscité de nombreuses réactions. Pour la Fédération Horeca Wallonie, l'inaction politique est en cause. Son président dénonce l'attitude des politiques qui l'ont invité à revenir les voir... après les élections.

Le travail au noir dans l'Horeca est une réalité. La récente mise sous scellés du restaurant lo Roberto à Mons où travaillaient quatre employés non déclarés n'est qu'un exemple parmi d'autres. **« Pour l'image du secteur qu'on essaie de redorer, ce n'est pas bon », commente le président de la fédération Horeca Wallonie, Luc Marchal. « Mais il faut se poser les bonnes questions : pourquoi on en est arrivé là ? »**

La situation du secteur est extrêmement compliquée, confirme-t-il. « Il y a plein de gens qui sont vraiment au bout du bout et ils se tournent alors vers des solutions qui ne sont évidemment pas légales. Voilà le résultat peut-être de la nonchalance des pouvoirs politiques. »

Lors du salon professionnel Horecatel qui vient de s'achever, la Fédération avait invité des représentants de tous les partis démocratiques. Avec à la clé des échanges qui n'ont visiblement pas convaincu le secteur. **« Ils nous comprennent tous », ironise-t-il. « Ça, c'est merveilleux d'être compris. La gauche, la droite, le milieu, ceux qui ne savent pas très bien de quel côté ils sont... Tout le monde est d'accord avec cette réalité. Et ils nous disent tous de revenir vers eux lorsqu'ils seront occupés à discuter, après les élections, de l'accord de gouvernement. Mais cela va encore prendre des mois, voire des années ! »**

La législature actuelle n'a pas répondu aux attentes du secteur. « Il n'y a pas eu d'adaptation et donc on ne doit pas s'attendre à ce que la législature suivante fasse une espèce de révolution sociale, si j'ose dire », déplore Luc Marchal.

Rôle social

Il regrette d'autant plus la situation que les établissements Horeca jouent un rôle social important. **« Et les politiques sont bien au courant puisque, quand ils font leurs rencontres citoyennes, c'est toujours ou essentiellement dans des arrière-salles de bistrot. Ils le font là parce que c'est là les gens aiment se retrouver. »**

Luc Marchal a été sidéré par la réponse de certains partis politiques suite à leur rencontre. « Certains nous ont répondu que leur programme était fait parce que les élections approchaient. Qu'il comportait déjà une centaine de pages et que, là, ils n'avaient plus la possibilité de le modifier. »

Les difficultés de l'Horeca ne sont pourtant pas neuves. « Il ne faut pas imaginer que tout d'un coup, l'Horeca, ne trouvant pas de personnel, se trouve des excuses à cette problématique des charges sur le travail. Elle est dénoncée depuis de nombreuses années. Et ce fait divers (la fermeture du resto montois, NdlR), qui est loin d'être anodin, met en lumière une problématique certaine. Peut-être que ça nous aidera à faire bouger les lignes et les faire réfléchir. »

Luc Marchal regrette amèrement que le secteur Horeca ne suscite l'intérêt des politiques qu'à certains moments. « Ils vont prendre le secteur Horeca comme pilote, que ce soit pour le plan ventilation, le tri des déchets, l'eau gratuite... Les caisses enregistreuses, ça fait plus de 10 ans que le système a été mis en place. Et nous sommes toujours le seul secteur à être contraint de l'utiliser ! »

Au moins 3 pistes

Les revendications du secteur sont connues. Des revendications qui permettraient, si pas d'éradiquer le travail au noir, de lutter contre celui-ci. « Ce que nous demandons par exemple, c'est d'augmenter le nombre d'heures défiscalisées », pointe Luc Marchal. « Pour permettre à ceux qui le souhaitent d'arrondir légalement leurs fins de mois. » Le secteur souhaite aussi prolonger dans le temps l'augmentation du nombre d'heures autorisées pour le travail étudiant. Et enfin, il demande une réduction des charges sur le travail.

Le président de la Fédération souligne qu'il existe aussi une main-d'œuvre inexploitée. « Il y a les étrangers qui n'ont pas de permis de travail et qui pourtant aimerait travailler. Et puis il y a aussi des personnes qui bénéficient de l'allocation sociale qui veulent bien travailler, mais sans être déclarées. »